

Les conservateurs étaient convaincus que les libéraux, en voulant soustraire le Canada à ses engagements à l'égard de l'Empire, comme l'avait fait Laurier, faisaient courir de grands risques à la nation. Des bandes dessinées dans les journaux conservateurs lors de la campagne de 1911 montraient la façon de voir des conservateurs: le tigre américain se préparant à dévorer le Canada dès que celui-ci renoncerait à la protection britannique.

La question de la marine tournait également autour de deux points de vue opposés. En 1910 Laurier parraina une loi établissant la structure de la marine canadienne, qui fut adoptée par le Parlement. Par ailleurs, la politique navale des conservateurs était centrée sur l'Empire. Elle envisageait une contribution financière à la marine britannique qui permettrait la construction de trois cuirassés — le vaisseau de combat le plus perfectionné à l'époque — qui serviraient à la marine britannique et peut-être un jour feraient partie de la marine canadienne, alors inexistante. Borden n'offrait pas ce présent sans conditions: il voulait en retour que le Canada participe à l'élaboration de la politique navale et étrangère de l'Empire britannique. Il s'agissait là pour les Anglais d'un point difficile, sinon impossible, à concéder. Toutefois, après avoir forcé en 1912 la Chambre des communes à accepter le projet de loi sur l'aide navale grâce aux nouvelles règles de clôture, le gouvernement dut abandonner le projet car il fut défait par la majorité libérale au Sénat.

#### 2.4.1 La Première Guerre mondiale

Du point de vue juridique, lorsque la Grande-Bretagne était en guerre le Canada était en guerre. En 1914 il ne faisait pas de doute que la majeure partie du Canada, y compris le Québec, allait soutenir la guerre menée par l'Angleterre, la France et la Russie contre l'Allemagne et l'Autriche. En octobre 1914, 33,000 soldats canadiens s'embarquèrent pour combattre outre-mer, bon nombre ne devant jamais revenir, et d'autres divisions suivirent. Les troupes canadiennes comptaient parmi les meilleures troupes de choc des Alliés sur le front occidental, dans ce décor horrible de fils barbelés, de mitrailleuses et de boue, où les techniques de défense étaient si efficaces que toute attaque, de la part des Allemands ou des Alliés, entraînait des pertes effroyables. Aux yeux de Borden, comme le Canada participait à la guerre en envoyant des effectifs et du matériel, il aurait été normal que l'Angleterre lui donnât voix au chapitre relativement à la conduite de la guerre. Les renseignements étaient effectivement transmis aux échelons supérieurs, mais quant à la consultation, c'était une autre question.

Dès 1917, le nombre des pertes canadiennes causait déjà un état de crise au Canada. Borden revint en mai 1917 après une visite en Grande-Bretagne, persuadé que la situation des Alliés était critique et que le Canada devait faire davantage. D'autres au pays n'avaient cependant pas la même conviction. L'armée canadienne avait enrôlé des Canadiens français mais en général le gouvernement n'avait pas réussi à les rallier à la cause de la guerre. Cet échec était certainement attribuable en partie au gouvernement lui-même. Il y avait en Ontario un conflit au sujet des écoles francophones et Henri Bourassa était d'avis qu'il fallait d'abord éliminer les menaces à la vie canadienne-française au pays avant de combattre des ennemis étrangers.

Borden fit voter la conscription, mais ne put rallier Laurier à sa cause. Le parti libéral se divisa, certains libéraux anglophones formant avec le gouvernement de Borden une coalition unioniste. Essentiellement, Borden devait gouverner sans le Canada français. Il y eut de l'opposition à la conscription, non seulement au Québec mais également chez les cultivateurs de l'Ontario, dans l'Ouest et dans les provinces Maritimes. Néanmoins, aux élections de 1917 Borden et ses collègues obtinrent 153 sièges contre 82 pour les libéraux. Ce chiffre sous-estime cependant l'appui accordé au parti libéral: Laurier et ses candidats recueillirent 40% des suffrages, 74% au Québec et environ 45% dans les provinces Maritimes.

Borden tenait à ce que le Canada participe aux délibérations de l'Empire sur la façon de mener la guerre et c'est grâce dans une large mesure à cette insistance que le Canada put signer le Traité de Versailles en son propre nom. Ce fut là le premier pas important vers la souveraineté nationale.

La guerre provoqua de l'inflation et des difficultés économiques au Canada, comme en témoignent durant la période d'après-guerre la grève générale de mai 1919 à Winnipeg et la grande diversité des intérêts régionaux et des partis politiques aux élections de 1921. Des figures nouvelles firent leur apparition sur la scène politique: Borden s'était retiré en 1920 pour être remplacé par Arthur Meighen (1874-1960); Laurier était mort en 1919 et fut remplacé par Mackenzie King (1874-1950), qui devint premier ministre en 1921.